



EVOLUTION DE L'INDICE COMPOSITE DES ACTIVITES ECONOMIQUES (ICAE) DE LA CEMAC AU DEUXIEME TRIMESTRE 2026 ET PERSPECTIVES A COURT TERME

Au deuxième trimestre 2026, l'activité économique de la CEMAC a continué de progresser, soutenue par le secteur privé et dans une moindre mesure par les produits de base, mais pénalisée par la faiblesse de l'exécution des dépenses publiques. Elle devrait s'accélérer au troisième trimestre 2026, portée principalement par le secteur privé et le démarrage progressif de projets publics d'infrastructures. Les contraintes énergétiques, logistiques et budgétaires, ainsi que le déclin des champs pétroliers matures, continueraient de freiner certains pays de la sous-région.

1. Indice Composite des Activités Economiques à fin juin 2026

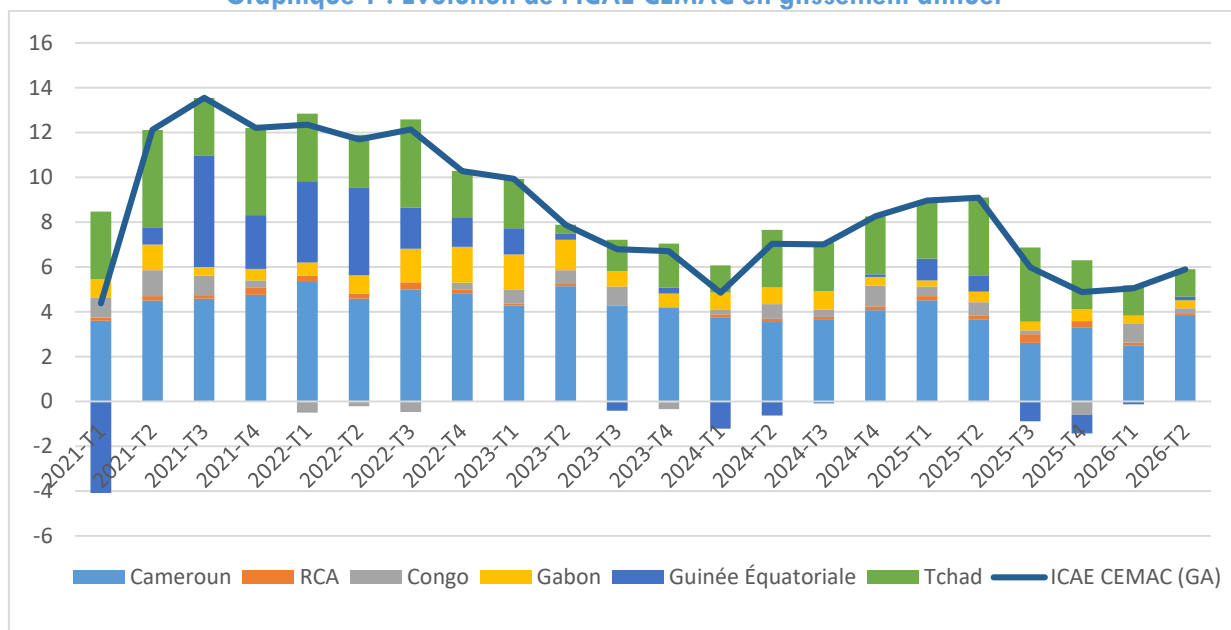
Au terme du deuxième trimestre, l'ICAE indique une accélération de la croissance de l'activité, avec comme principal moteur le secteur privé ...

Au terme du deuxième trimestre 2026, les données recueillies par les Services de la BEAC indiquent une accélération de l'activité économique dans la CEMAC. L'Indice Composite des Activités Économiques (ICAE) a enregistré une croissance de 5,9 % en glissement annuel, contre 5,1 % au premier trimestre 2026 et 4,9 % au quatrième trimestre 2025. Le rythme de progression reste toutefois inférieur à celui observé au deuxième trimestre 2025, où l'indice avait progressé de 9,1 %.

Le Cameroun demeure le principal contributeur à cette évolution (+3,8 points), devant le Tchad (+1,2 point), le Gabon (+0,4 point) et le Congo (+0,3 point). La Guinée Équatoriale apporte une contribution légèrement positive (+0,2 point), après son recul au premier trimestre 2026. La République Centrafricaine contribue faiblement (0,1 point).

L'accélération observée au deuxième trimestre 2026 s'explique par le dynamisme du secteur privé et la contribution favorable des produits de base, qui ont compensé la moindre impulsion du secteur public dans un contexte de consolidation budgétaire et de faible exécution des investissements publics.

Graphique 1 : Evolution de l'ICAE CEMAC en glissement annuel



Source : BEAC, Administrations Nationales

Au Cameroun, le secteur privé a continué de soutenir l'activité. Cette dynamique a été portée par la vigueur relative des télécommunications, des services numériques, des services financiers mobiles, du commerce et de certaines branches manufacturières. Elle a aussi été soutenue par la demande intérieure, renforcée par les revenus élevés de la filière cacao, dans un contexte de hausse sensible des prix au producteur au deuxième trimestre 2026. Au Gabon, la bonne tenue des services notamment de transports ferroviaires et portuaires, du commerce et de certaines activités industrielles et dans une moindre mesure, des activités minières a permis de compenser partiellement la faiblesse des hydrocarbures. Au Congo, les activités parapétrolières et gazières ont bénéficié de nouveaux investissements. Les difficultés d'approvisionnement énergétique et les contraintes logistiques ont toutefois continué de peser sur les coûts d'exploitation et la rentabilité des entreprises, particulièrement au Cameroun, au Congo et au Gabon.

Les produits de base ont apporté une contribution favorable mais différenciée à l'activité régionale. Au Congo, la mise en production de nouveaux forages et la campagne de forage de Perenco sur le champ offshore de Tchibouela Est ont entraîné une hausse de la production pétrolière renforçant la contribution du secteur extractif. Au Gabon, la hausse sensible des ventes du manganèse suivant la dynamique favorable des cours a joué un rôle d'amortisseur face recul des activités pétrolières affectées par des opérations de maintenance sur certains champs. Au Tchad, l'expansion de la production d'or et d'antimoine et dans une moindre mesure du pétrole brut a soutenu le secteur extractif. En République Centrafricaine, les mines ont continué d'être porté sur l'ensemble du deuxième trimestre par l'or qui est apparu moins vigoureuse qu'attendu, du fait des contraintes de contraintes structurelles persistantes. En revanche, la Guinée Équatoriale qui est toujours en phase de déclin structurel de ses activités pétrolières et gazières a toutefois enregistré une légère amélioration aux mois d'avril et mai 2026 en raison des cours favorables.

En revanche, le secteur public a globalement pesé sur l'activité économique dans la CEMAC, sous l'effet des efforts de consolidation budgétaire engagés dans plusieurs pays, en cohérence avec les discussions préparatoires au programme FMI pour le Gabon, le Cameroun, le Congo et la Guinée Equatoriale. L'insuffisante exécution des investissements publics à fin mars 2026 au Cameroun et au Gabon qui devrait se poursuivre au deuxième trimestre 2026, a limité

dans ces pays l'effet d'entraînement de la commande publique sur le BTP, les matériaux de construction, les transports et les activités de services associés.

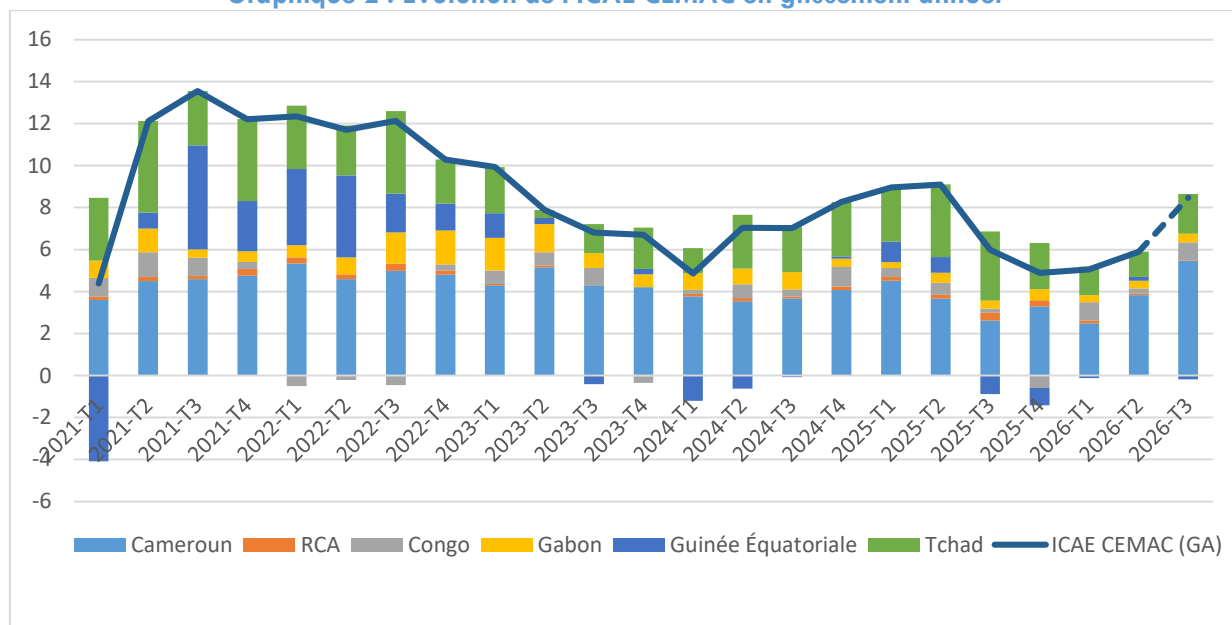
2. Indice Composite des Activités Economiques à fin septembre 2026

Au terme du troisième trimestre, l'ICAE indique une accélération plus importante de la croissance de l'activité, avec comme principal moteur le secteur privé et le démarrage progressif de projets publics d'infrastructures...

Au troisième trimestre 2026, les services de la BEAC anticipent une accélération de l'ICAE à 8,5% en glissement annuel, après 5,9% au deuxième trimestre. Cette amélioration plus importante par rapport au trimestre précédent serait principalement tirée par le Cameroun (+5,5 points), le Tchad (+1,9 point) et le Congo (+0,9 point). Le Gabon maintiendrait une contribution faible (+0,4 point), tandis que la République Centrafricaine ne contribuerait que marginalement à la croissance régionale (+0,04 point). La Guinée Équatoriale grèverait à nouveau l'indice (- 0,2 point).

La nette accélération attendue au troisième trimestre 2026 serait soutenue par la consolidation de la demande privée, le regain des activités extractives et le redémarrage progressif de projets d'infrastructures.

Graphique 2 : Evolution de l'ICAE CEMAC en glissement annuel



Source : BEAC, Administrations Nationales

Le secteur privé devrait demeurer le principal moteur de l'accélération attendue de l'activité dans la CEMAC, sous l'effet de la vigueur des télécommunications, des services, du commerce et des activités agro-industrielles. Au Cameroun, la poursuite du dynamisme des télécommunications, des services financiers mobiles, du commerce et des services, conjuguée au maintien de revenus agricoles élevés dans la filière cacao, soutiendrait la consommation intérieure et l'activité non pétrolière, malgré les risques liés aux coûts énergétiques et à l'exécution encore insuffisante des investissements publics. Au Gabon, la poursuite des activités de manganèse, tout comme les services de transport ferroviaire soutenus par les performances d'Eramet/Comilog soutiendraient cette dynamique. Au Tchad, les activités des services devraient continuer de renforcer la diversification des moteurs de croissance, dans le prolongement du dynamisme des mines, de l'agriculture et des services. Au Congo, le renforcement attendu de

l'activité refléterait également les effets des nouveaux forages pétroliers et le développement des capacités de production et de traitement du gaz, mais ces éléments relèvent davantage de la dynamique des produits de base.

Les produits de base devraient continuer de soutenir la croissance régionale mais avec des dynamiques qui resteraient hétérogènes. Au Congo, l'amélioration de la production pétrolière soutiendrait l'activité extractive, tandis que la montée en puissance des capacités gazières, notamment autour de Congo LNG, pourrait commencer à contribuer à la production de gaz. Au Gabon, le manganèse continuerait de jouer un rôle d'amortisseur face aux fragilités du secteur pétrolier, et la normalisation progressive de l'activité sur certains champs pétroliers après les opérations de maintenance soutiendrait la production. Au Tchad, la diversification vers l'or et l'antimoine demeurerait un facteur favorable. À l'inverse, la contribution de la Guinée Équatoriale redeviendrait négative, sous l'effet du démarrage des travaux de maintenance des puits, dans un contexte de déclin de la production sur les champs pétroliers arrivés à maturité. La production de l'or et des grumes devraient continuer de soutenir l'activité de la République Centrafricaine en dépit des contraintes structurelles et logistiques.

Le secteur privé devrait demeurer le principal moteur de l'accélération attendue de l'activité dans la CEMAC, sous l'effet de la vigueur des télécommunications, des services, du commerce et des activités agro-industrielles. Au Cameroun, la poursuite du dynamisme des télécommunications, des services financiers mobiles, du commerce et des services, conjuguée au maintien de revenus agricoles élevés dans la filière cacao, soutiendrait la consommation intérieure et l'activité non pétrolière, malgré les risques liés aux coûts énergétiques et à l'exécution encore insuffisante des investissements publics. Au Gabon, l'activité serait soutenue par les bonnes performances attendues liées à l'exploitation de manganèse et celles des services de transport ferroviaire. Au Tchad, les activités devraient continuer de renforcer la diversification des moteurs de croissance, dans le prolongement du dynamisme des mines, de l'agriculture et des services. Au Congo, le renforcement attendu de l'activité refléterait également les effets des nouveaux forages pétroliers et le développement des capacités de production et de traitement du gaz.

Le secteur public pourrait progressivement redevenir un facteur de soutien à l'activité, sous réserve d'une accélération de l'exécution des programmes budgétaires et des projets d'investissement.

Les produits de base devraient continuer de soutenir la croissance régionale mais avec des dynamiques qui resteraient hétérogènes. Au Congo, l'amélioration de la production pétrolière soutiendrait l'activité extractive, de même, la forte augmentation des capacités gazières, notamment autour de Congo LNG et ENI Congo, contribuerait à booster la production de gaz. Au Gabon, le manganèse continuerait de jouer un rôle d'amortisseur face aux fragilités du secteur pétrolier. Par ailleurs, la normalisation progressive de l'activité sur certains champs pétroliers après les opérations de maintenance devrait soutenir la production. Au Tchad, la diversification vers l'or et l'antimoine demeurerait un facteur favorable. À l'inverse, la contribution de la Guinée Équatoriale redeviendrait négative, sous l'effet du déclin naturel de la production sur les champs pétroliers arrivés à maturité. La production de l'or et des grumes devrait continuer de soutenir l'activité de la République Centrafricaine en dépit des contraintes structurelles et logistiques.